

SAMIR AMIN

ALGERIE : la portée des élections du 17 avril 2014

Les deux expériences de l'Algérie et de l'Égypte partagent beaucoup de caractères communs. La classe politique dirigeante dans les deux pays, qui s'était construite dans les cadres du boumediénisme et du nassérisme, était fondamentalement semblable. Leurs projets étaient identiques et méritent de ce fait d'être qualifiés de la même manière : il s'agissait de projets authentiquement nationaux et populaires (et non « populistes démagogiques ») bien que fort peu démocratiques. Il n'est pas important qu'ils se soient l'un et l'autre auto-qualifié de « socialistes » – ce qu'ils n'étaient pas et ne pouvaient pas être. Dans les deux expériences les réalisations ont été importantes, au point qu'elles ont véritablement transformé de fond en comble le visage de la société pour le meilleur, et non le pire. Mais aussi, dans les deux pays ces réalisations ont atteint rapidement les limites de ce qu'elles pouvaient donner et, s'enlisant dans leurs contradictions internes – identiques – se sont interdites de préparer la radicalisation et la démocratisation qu'imposait leur poursuite. Mais, au-delà de ces analogies, les différences méritent d'être signalées.

La société algérienne avait subi avec la colonisation des assauts destructifs majeurs. L'Etat et le pouvoir de l'ancienne aristocratie précoloniale algérienne avaient été éradiqués. La nouvelle société algérienne, issue de la reconquête de l'indépendance, n'avait plus rien en commun avec celle des époques précoloniales. Elle était devenue une société *plébéienne*, marquée par une très forte aspiration à l'égalité. Et la guerre de libération en Algérie avait produit, naturellement, une radicalisation sociale et idéologique. Cette aspiration à l'égalité ne se retrouve – avec la même force – nulle part ailleurs dans le monde arabe, ni au Maghreb (pensez à la force de la tradition archaïque de respect de la monarchie au Maroc !) ni au Mashrek. En contrepoint l'Égypte moderne a été construite dès le départ (à partir de Mohamed Ali) par son aristocratie, devenue progressivement une « bourgeoisie aristocratique » (ou une « aristocratie capitaliste »), quand bien même cette nouvelle classe dirigeante avait-elle fini par accepter sa soumission à la domination impérialiste, britannique puis étatsunienne. Le nassérisme vient en fin de la période d'essor du mouvement d'avancée sociale et nationale, initié par la révolution de 1919, qui se radicalise en 1946. Le coup d'Etat ambiguë de 1952 vient donc en réponse à l'impasse du mouvement. De ces différences en découle une autre, d'une importance évidente, concernant l'avenir de l'Islam politique. L'Islam politique algérien (le FIS), qui avait dévoilé sa figure hideuse, a été véritablement mis en déroute par l'Armée et l'Etat, soutenus par la nation. Cela certes ne signifie pas que cette question soit définitivement dépassée

Chadli Benjedid, le successeur de Boumedienne, s'était engagé dans la voie néolibérale extrême, à la manière de « l'*infītah* » de Sadate et Moubarak : privatisations généralisées à toute l'économie nationale, participation des hauts officiers au pillage des biens de l'Etat, démantèlement du contrôle national du secteur pétrolier, ouverture incontrôlée aux multinationales, corruption. Mais après la défaite de la tentative du FIS d'imposer son projet de théocratie réactionnaire, simultanément soumis aux exigences du néolibéralisme, le Président Bouteflika avait amorcé une politique économique corrective, allant jusqu'à la re-nationalisation de certaines grandes entreprises. Bouteflika a également mis en déroute le projet occidental de création d'un « *Sahelistan* », qui aurait été constitué au détriment de l'Algérie, du Mali et du Niger. Cet « Etat », para-islamique, à l'image des Etats du Golfe, aurait confisqué la rente extraite de l'exploitation du pétrole, de l'uranium et d'autres minerais au bénéfice exclusif de ses « Emirs ». Le projet convenait parfaitement aux objectifs de la stratégie de domination des Etats Unis. Simultanément le régime a fait des concessions aux revendications démocratiques et sociales comme aux revendications des Amazighs sans pareilles ailleurs dans le monde arabe. Mais il ne s'agit encore que de corrections timides, et le peuple algérien, même lorsqu'il fait confiance aux promesses de Bouteflika, attend probablement davantage.

Pour ces raisons, et malgré le handicap de l'âge et de la santé, Bouteflika a été soutenu par la majorité des électeurs. Ceux-ci ont par ailleurs rejeté catégoriquement la tentative de l'Islam politique de faire son retour sur la scène en se présentant sous les habits neufs de la « réconciliation nationale ». Mais les électeurs n'ont pas fait ce choix dans l'enthousiasme, comme en témoigne la participation – 51% seulement contre 67% à l'élection présidentielle précédente.

Le modèle algérien avait donc donné des signes évidents d'une plus forte consistance que celui de l'Égypte, ce qui explique qu'il ait mieux résisté à sa dégradation ultérieure. De ce fait la classe dirigeante algérienne demeure composite et divisée, partagée entre les aspirations nationales encore présentes chez les uns et le ralliement soumis à la compradorisation chez les autres (parfois même ces deux composantes conflictuelles se combinent chez les mêmes personnes !). La ré-élection de Bouteflika fait gagner du temps et permet d'éviter le chaos que produiraient les conflits au sein de la classe dirigeante. En Égypte par contre, cette classe dominante est devenue intégralement, avec Sadate et Moubarak, une bourgeoisie compradore, ne nourrissant plus aucune aspiration nationale. Des réformes économiques, politiques et sociales maîtrisées de l'intérieur semblent avoir encore leurs chances en Algérie. La question de la politisation démocratique constitue, dans tous les cas, ici, en Algérie et en Égypte, comme ailleurs dans le monde, l'axe central du défi.

Notre époque n'est pas celle d'avancées démocratiques, mais au contraire de reculs dans ce domaine. Dans les périphéries la démocratie embryonnaire, quand elle existe, toujours associée à des régressions sociales encore plus violentes que dans les centres du système, perd sa crédibilité. Ce recul de la démocratie va de pair avec la dépolitisation de la société. Car celle-ci implique l'affirmation sur la scène de *citoyens* capables de formuler des projets de société *alternatifs*, et non seulement d'envisager, par des élections sans portée, « l'alternance » (sans changement !). Le citoyen capable d'imagination créatrice disparu, l'individu dépolitisé qui lui succède est un *spectateur passif* de la scène politique, un *consommateur* modelé par le système qui se pense (à tort) *individu libre*. On ne sera pas étonné, dans ces conditions, de voir l'obscurantisme, déguisé en adhésion d'apparence religieuse, avancer partout, au Nord comme au Sud. Le transfert du débat, des aires de la gestion politique, économique et sociale aux domaines de la « religion », entendue comme identité majeure – en fait fausse identité, réduite au ritualisme – permet au capital des monopoles impérialistes, à ses serviteurs (l'aristocratie financière, les clergés politiques et médiatiques) et à ses alliés locaux (bourgeoisie compradore, islamistes et autres) de poursuivre leurs objectifs sans rencontrer de résistance efficace de leurs victimes. On ne sera pas étonné de voir que les revendications démocratiques et culturelles, parfaitement légitimes, puissent néanmoins être l'objet de manipulations par ces mêmes forces réactionnaires. Mais avancer sur les chemins difficiles de la démocratisation des sociétés et de la re-politisation des peuples sont indissociables. A défaut d'avancées visibles dans ces directions le monde s'engagera, comme il l'est déjà, dans la tourmente chaotique associée à l'implosion du système. Le pire est alors à craindre.

Car les puissances occidentales craignent une évolution démocratique, nationale et populaire de l'Algérie. Aussi n'ont-elles pas renoncé à leur projet de destruction de l'Etat et de la société par un pouvoir prétendu « islamiste » quelconque. Le soutien qu'elles apportent à son candidat battu à l'élection présidentielle du 17 avril, en constitue le témoignage. Elles n'ont pas renoncé à leur projet de démantèlement de l'Algérie, en soutenant une éventuelle sécession du Sahara algérien et de la Kabylie. Leur rhétorique de « promotion de la démocratie et de respect des différences culturelles » est destinée à faire oublier les objectifs réels de leur stratégie.

L'histoire récente de l'Algérie et de l'Égypte illustre l'impuissance des sociétés concernées jusqu'à ce jour à faire face au défi. L'Algérie et l'Égypte sont les deux pays du monde arabe qui sont des candidats possibles à « l'émergence ». La responsabilité majeure des classes dirigeantes et des systèmes de pouvoirs en place dans l'échec des deux pays à le devenir est certaine. Mais celle des sociétés, de leurs intellectuels, des militants des mouvements en lutte doit tout également être prise en sérieuse considération. Les uns et les autres parviendront-ils à relever le défi, ensemble et à travers leur conflit ?